

RÉUSSITE A 99,5 % ?

Fernand DELÉAM

« *La rentrée scolaire sera une réussite à 99,5 pour cent...* », en ces termes s'exprimait notre ministre de l'Éducation Nationale au début de septembre dernier, sans doute dans le but de parer à une rentrée qui s'avérait difficile, pour créer une ambiance plus sereine, couper court aux revendications qui s'annonçaient et éviter des grèves possibles dès le premier jour. Et sur ce plan on peut dire qu'il a réussi à presque 99,5 pour cent.

Pourtant les résonances que nous captions de partout et de tous les niveaux sembleraient prouver que dans les faits *ça n'a pas été une réussite*.

Laissons aux syndicats le soin de faire le bilan quantitatif et de chiffrer le *pourcentage d'échec*. Et examinons qualitativement ce qui s'est passé.

Nous nous tiendrons uniquement au *problème des effectifs*, nous réservant pour un autre article l'aspect « *rénovation pédagogique* » qui ne peut se faire dans les conditions actuelles.

On nous annonce de divers côtés : un cours moyen avec 54 élèves, un cours préparatoire avec 35 élèves,

les 40 enfants d'une classe dont le maître est en congé répartis dans les 3 autres classes qui en comptent déjà 40, une école à 5 classes chargée d'accueillir 198 enfants, ce qui fait une moyenne de 40 par classe, une école maternelle à une seule classe qui a enregistré 52 inscriptions effectives et qui a autant de noms sur une liste d'attente, un CES qui doit ouvrir ses portes à 1 100 élèves tandis que sa capacité maximum est de 600, une mairie qui attend ses trois classes préfabriquées promises et qui les attendra encore longtemps, un quartier qui réclame justement l'ouverture de 7 classes nouvelles, un bâtiment scolaire neuf qui se lézarde, un autre où il pleut à l'intérieur, un directeur qui dispose de locaux mais qui manque de trois adjoints, une école à cinq maîtres dont un seul est titulaire et parmi les quatre suppléants, trois n'ont pas le CAP, un CEG où il manque 6 professeurs qualifiés, les remplaçants venant du primaire y sont aux prises avec des difficultés insurmontables malgré toute leur bonne volonté..., les 14 élèves d'une classe rurale supprimée qui sont

obligés de faire 11 km en car, pour fréquenter l'école du chef-lieu devenue concentrationnaire, soit 44 km dans la journée parce qu'on doit les ramener dans les familles le midi, six enfants d'un hameau situé à 3 km du bourg qui font 12 km à pied par jour parce qu'il n'y a pas de cantine, une grève de parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école voisine parce qu'on a supprimé la leur, malgré une promesse d'un effectif de 18 l'an prochain, voire un maître de neuf ans qui a pris la place de l'instituteur envoyé en renfort ailleurs... Oui, le bilan négatif est lourd. Et, Monsieur le Ministre, malheureusement *ce ne sont ni des cas extrêmes, ni des cas isolés.*

Alors comment a-t-on réagi? Les enseignants assis entre deux chaises, syndicats en tête, ont fait « donner la garde », en l'occurrence les conseils de parents d'élèves, pris en la circonstance pour des « troupes de choc » ; et pourtant beaucoup les trouvent bien ennuyeux lorsqu'ils se mêlent un peu trop d'examiner l'enseignement dispensé à leurs enfants. (Où est l'école ouverte, la plupart du temps?) On arrose le quartier de tracts, on passe un article au journal, on se réunit dans une classe, on téléphone à l'inspecteur, on part en délégation à l'académie. Actions très louables de ces braves parents qu'il faut encourager ! Et pendant ce temps les maîtres attendent, souvent sans broncher, les résultats.

L'administration, « bonne enfant », avec des allures démagogiques, calme les esprits, en ouvrant une classe ici, une classe là, alors qu'il en faudrait 18..., en nommant un instituteur ici, un professeur là, alors qu'il en faudrait 20, en recrutant quelques remplaçants, en faisant monter un maître du primaire dans le secondaire, en palliant

le manque d'inspecteurs par des conseillers pédagogiques... Et tout cela se passe à *coup de fermetures*, car pour ouvrir ici il faut fermer ailleurs, et à *coup de déplacements*, car pour remplacer ici il faut prendre ailleurs... (Je me suis laissé dire, après une rencontre du ministre avec les inspecteurs, que l'impression ressentie était que pour obtenir de l'avancement, l'I.P. devait savoir fermer des classes.)

Puis on est content du mince succès obtenu et tout rentre dans l'ordre... pour un temps seulement, *espérons-le*. Parents et enseignants semblent accepter... jusqu'à un nouveau réveil, *souhaitons-le*. Et les classes continuent à fonctionner tant bien que mal, plutôt mal, avec des effectifs de 35 à 40, les remplaçants font preuve d'un immense dévouement pour compenser l'insuffisance de leur formation, tous les maîtres se tuent au travail, allant jusqu'à la dépression, d'avantage de petits ruraux encore font des kilomètres en car...

Mais finalement qui en pâtit le plus? Ce sont nos enfants. A-t-on oublié la déclaration des droits de l'enfant adoptée en 1959 par l'Assemblée Générale des Nations Unies? Je vous en rappelle un paragraphe.

Principe 7 : « L'enfant a droit à une éducation qui doit être gratuite et obligatoire au moins aux niveaux élémentaires. Il doit bénéficier d'une éducation qui contribue à sa culture générale et lui permette, dans des conditions d'égalité de classes, de développer ses facultés, son jugement personnel et son sens des responsabilités morales et sociales, et de devenir un membre utile de la société. »

Notre devoir d'éducateur est engagé. Nous devons agir au plus vite pour faire appliquer cet article de la charte.

Nous devons nous sentir mobilisés en permanence et constituer nous-mêmes les « troupes de choc » qui exigeront le respect de cet engagement pris par 78 pays.

Les parents et les autres travailleurs constitueront la réserve qui nous appuiera dans cette lutte.

Et si les réactions des syndicats nous paraissent ternes, malgré la position ferme de nos militants Ecole Moderne en trop petit nombre, il nous reviendra la tâche de démarrer, avec l'aide des parents qui sont les usagers, et les amis de l'école soucieux de l'avenir lutteront avec nous pour créer les conditions favorables à la préparation d'hommes cultivés, pensants et agissants et à la formation de citoyens libres, conscients et responsables.

Pour ne pas nous disperser dans un trop large éventail de revendications, dans l'immédiat, concentrons nos efforts vers un seul objectif, celui de la diminution des effectifs, qui apparaît comme l'obstacle le plus difficile à expliquer et le plus tenace à vaincre.

Nous avons déjà indiqué plusieurs fois que le but final de notre combat actuel devrait être *les quinze enfants par classe*. Pourquoi? Parce que notre tâche d'éducateur serait enfin possible : pour donner priorité à l'éducation sur l'instruction, pour développer la personnalité de chacun, pour rendre leur vraie valeur aux qualités humaines, pour pousser l'individualisation de l'enseignement aussi loin que possible, pour donner cet enseignement à la mesure de chaque individu en suivant

son rythme propre de progression... sans parler des conditions de travail des enfants et des maîtres qui seraient considérablement améliorées. Il est bien évident que ce combat, qui sera certainement long, passe par l'étape *des 25 élèves maximum* pour toutes les classes normales, ce qu'il nous faut à tout prix obtenir en appliquant certains mots d'ordre à définir et à faire respecter.

Ne pensez surtout pas que la campagne « 15 enfants par classe » est une utopie. Quand Freinet lança les « 25 enfants par classe », beaucoup n'y croyaient guère. Et pourtant, ce nombre est admis officiellement pour les cours préparatoires et il a rallié tous ceux qui se soucient d'une bonne éducation. A nous de le faire respecter et généraliser aux autres cours, y compris le secondaire ! Avec tous les collègues, les parents qui sont les plus intéressés, les médecins qui se préoccupent de la santé de l'enfance, les psychologues scolaires, les architectes aux constructions scolaires où l'enfant se sent bien, et tous nos amis qui comprennent que la surcharge des classes constitue un sabotage de l'éducation, créons des comités locaux qui pourront se grouper en une grande association, préparons l'organisation nationale capable de faire aboutir notre juste revendication par la diffusion d'appels répétés, la récolte de nombreuses signatures et une information régulière du développement de cette campagne ! J'aimerais vous lire tous à ce sujet.

F. DELEAM